

Dans le monde des affaires, Bernard Lamarre de Lavalin a décroché le contrat de construction du métro de Bangkok. Laurent Beaudoin de Bombardier, pour sa part, a obtenu le contrat de réfection du réseau ferroviaire de la ville de New York ainsi que le marché de construction de l'Airbus européen, qui vaut un milliard de dollars. La Power Corporation, les Caisses populaires Desjardins et les Papiers Cascades sont devenus des sociétés de grande envergure, dépassant le territoire québécois et les frontières canadiennes pour rayonner en Amérique du Nord et dans le monde entier.

Dans notre société si préoccupée par les choses "de calibre international", ces multiples réalisations d'hommes et de femmes du Québec en disent plus long que les discours des politiciens, et même que les vers des poètes.

C'est là un aspect de la réalité dont nous pouvons être fiers. Mais toute médaille à un revers. Je songe ici au ressentiment nouveau envers le Québec dont a donné l'exemple cette petite minorité de Brockville qui a foulé aux pieds le Fleur de Lisé, il y a quelque temps. Cet autre aspect de la réalité ne laisse pas d'être préoccupant non seulement à cause de sa nature, mais aussi parce qu'on croira à tort, au Québec, qu'il représente un courant plus généralisé.

Au demeurant, il existe une troisième dimension beaucoup moins remarquée mais beaucoup plus préoccupante : la perte de fierté, la perte d'identité chez ce qui s'appelle généralement "le Canada anglais".

Prenons comme exemple ma propre province de l'Alberta. Ainsi, en dépit du fait que le gouvernement a mis en oeuvre un programme qui tenait compte des revendications des Albertains - la fin de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, la fin du Programme énergétique national, la privatisation de Pétro-Canada; des tarifs de transport des marchandises plus justes et un Accord de libre-échange, pour n'en énumérer que quelques-unes -; en dépit du fait que trois députés de l'Alberta, le Vice-premier ministre, le leader du gouvernement, Harvie Andre, et moi-même jouissons d'une certaine influence sur les priorités gouvernementales; et bien en dépit de tout cela, les Albertains n'ont pas l'impression de participer au gouvernement de leur pays. Ils ont l'impression que le gouvernement sert les intérêts des autres. Cette perception est particulièrement évidente dans l'Ouest, où elle suffit à garantir toute la carrière politique de certains, mais on la retrouve plus ou moins vivace un peu partout.

Aujourd'hui, les gens semblent penser que nos institutions nationales ne contribuent plus à résoudre les problèmes qu'ils jugent importants. Nos concitoyens ont de moins en moins confiance envers ces institutions - le Parlement, les partis politiques, certaines entreprises et même l'Église - qui cimentaient naguère notre société. L'intérêt national cède la place à une cacophonie d'intérêts spéciaux aux objectifs extrémistes, caractérisés par l'étroitesse d'esprit et l'intraitabilité.